Table des matières

Avant-propos 7

La presse – un quatrième pouvoir ? 11

Introduction 15

Chapitre Ier : **De l'objet de la loi votée le 8 juin 2004** 19

Section I Textes 20

Article 1 20

Article 2 20

Section II Le complexe des normes supérieures régissant le droit des médias 22

2.1 Le droit constitutionnel : article 24 de la Constitution (version modifiée du 27 janvier 2004) 22

2.2 Le contexte international 23

2.2.1 Article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme 23

2.2.2 Article 8 de la Déclaration sur la liberté d'expression du 29 avril 1982 24

2.2.3 Pacte de New York 19 décembre 1966 (article 19) 25

2.2.4 Traité sur l'Union européenne (article 6) 25

2.2.5 Charte de Nice du 7 décembre 2000 (article 11) 25

2.2.6 Déclaration du 12 février 2004 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la liberté du discours politique dans les médias 26

2.3 La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme 29

2.3.1 En général 29

2.3.2 Limite des décisions de Strasbourg 32

2.3.3 Décisions importantes qui ont marqué le droit à la liberté d'expression 32

Section III Le difficile équilibre entre la liberté d'expression et le respect des droits individuels en concours avec l'article 10 de la même convention 37

3.1 L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme 37

3.2 Le concept de dignité 39

Chapitre II : **Des définitions** 41

Section I Texte 42

Section II Commentaires tels qu'ils se dégagent des travaux parlementaires et en particulier de l'exposé des motifs du projet gouvernemental 44

Chapitre III : **Journalistes – droits – clause de conscience** 55

Article 4 56

Article 5 56

Chapitre IV : **Des droits inhérents à la liberté d'expression** 61

Section I Les textes 62

Article 6 62

Article 7 62

Article 8 63

Article 9 63

Section II Le droit du citoyen à l'information 63

2.1 Le droit du citoyen à l'information 63

2.2 Définition 64

2.3 Origine et fondement 64

2.4 Portée 65

Section III Des droits de rechercher et de commenter les informations 66

3.1 Principe 66

3.2 Jurisprudence de la Cour de Strasbourg 66

Section IV De la protection des sources 67

4.1 Définition 67

4.2 Principe 67

4.3 Source d'information dans l'optique des Institutions européennes 68

4.4 Jurisprudence de la Cour de Strasbourg 69

4.5 L'article 7 de la nouvelle loi : Examen des paragraphes 1 et 2 72

4.6 Droit comparé 73

Chapitre V : **Les droits d'auteur** 75

Chapitre VI : **Devoirs du journaliste** 77

Observations liminaires 78

Section I Considérations générales 79

1.1 Le principe d'honnêteté 79

1.2 L'intérêt prépondérant du public 80

1.3 Moteur de recherche 81

Section II Observations critiques liminaires relatives aux causes d'exonération prévues aux articles 13, 15, 17 et 19 de la loi au regard de la responsabilité aquilienne 83

Article 1382 85

Article 1383 85

2.1 L'origine autrichienne des causes d'exonération prévues aux articles 13, 15, 17 et 19 de la nouvelle loi sur les médias. 86

Section III Le devoir de véracité et de diligence 89

Article 10 89

Article 11 89

Article 20 89

3.1 Devoir d'exactitude et de véracité 90

3.1.1 Principe 90

3.1.2 Obligation de moyen 90

3.1.3 La liberté d'expression et ses limites 91

3.1.4 Devoir d'exactitude 91

3.1.5 Vérité absolue ou relative 93

3.1.6 Preuve d'un comportement en bon père de famille 93

3.1.7 Appréciation du comportement du collaborateur 93

3.1.8 Interdiction de bidonnage 94

3.1.9 Devoir de rectification (article 11) 97

3.1.10 Œuvre prétorienne de la jurisprudence 97

3.1.10.1 Principe 97

3.1.10.2 Contrôle des sources (article 10 – 2e alinéa) 98

3.1.10.3 Intention déloyale 101

3.1.10.4 Obligation de diligence 102

3.1.10.5 Refus des méthodes déloyales 105

3.1.10.6 Interview 105

3.1.11 Prudence et mesure dans l'expression 106

3.1.12 Débat d'intérêt général – expression d'une opinion 109

3.1.13 Questions d'intérêt général 111

3.1.14 Mission d'information 112

3.1.15 Presse syndicale et obligation de prudence 113

3.1.16 Œuvre de l'esprit (exceptio fictionis) 113

Section IV Le respect de la présomption d'innocence 114

4.1 Textes 114

Article 12 114

Article 13 114

4.2 Origine 115

4.3 Principe 115

4.4 Citations puisées dans l'exposé des motifs de la loi nouvelle 119

4.5 Jurisprudence ayant cours sous l'ancienne loi et gardant toute son actualité 122

4.5.1 Intention méchante 123

4.5.2 Secret de l'instruction 123

4.6 Faits justificatifs 125

Article 13 125

4.6.1 Travaux parlementaires – exposé des motifs 126

4.6.2 Citation 127

Section V De la protection de la vie privée 130

5.1 Textes 130

Article 14 – Principe 130

Article 15 – Causes exonératoires 130

5.1.1 Lignes-force de la nouvelle loi sur la presse 131

5.1.2 Définition de la vie privée 132

5.2 Remarque préliminaire 132

5.3 Normes nationales 133

5.3.1 Textes 133

5.3.2 Origine 133

5.4 Normes internationales 133

5.4.1 Article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 133

5.4.2 Pacte onusien de 1966 134

Article 17 134

5.4.3 Convention européenne des droits de l'homme 134

5.4.4 Déclaration du 5 avril 1977 134

5.4.5 Acte unique européen signé le 17 février 1986 134

5.5 Principe directeur 135

5.6 La pondération des intérêts en présence 136

5.7 Quelques principes de base dégagés par la jurisprudence : 137

5.8 Vie privée et intimité de la vie privée (incertaine casuistique) 139

5.8.1 Le concept de vie privée en jurisprudence française 139

5.8.2 Le concept de vie privée en jurisprudence belge 140

5.8.3 Le concept de vie privée en jurisprudence luxembourgeoise 140

5.8.4 Contrôle de la Cour de cassation 141

5.9 Applications diverses 141

5.9.1 Intimité corporelle 141

5.9.1.1 Santé 141

5.9.1.2 Maternité 142

5.9.1.3 Sexualité 142

5.9.1.4 Nudité 142

5.9.2 Vie familiale 143

5.9.3 Vie sentimentale et amoureuse 143

5.9.3.1 La protection européenne de la vie privée des homosexuels 144

5.9.4 Loisirs 144

5.9.5 Vie religieuse 145

5.9.6 Vie philosophique 145

5.9.7 Vie financière 146

5.9.8 Droit au nom patronymique 147

5.9.9 Droit à l'oubli 149

5.10 Éléments d'identification des personnes 151

5.10.1 Domicile 151

5.10.2 L'image 152

Article 5 de la loi du 11 août 1982 152

5.10.2.1 Contexte dévalorisant 155

5.10.2.2 Sosie 155

5.10.2.3 Cache 155

5.10.2.4 Personnages publics 155

5.10.2.5 Actrice-mannequin 156

5.10.2.6 L'image dans le contexte des affaires judiciaires .. 156

5.10.3 Vie professionnelle 158

5.11 Les causes d'exonération prévues de l'article 15 158

Article 15 158

5.11.1 Origine 159

5.11.2 Interprétation 159

5.11.3 1re exception 160

5.11.4 Renonciation 160

5.11.5 2e exonération 160

5.11.6 3e exonération 161

5.11.6.1 Définition de la notion de vie publique (article 15.3) 161

5.11.7 Extrait de l'avis du Conseil d'État du 3 juin 2003 162

5.11.8 Jurisprudence 163

Section VI De la protection de la réputation et de l'honneur 165

6.1 Textes 165

Article 16 165

Article 17 – causes d'exonération 166

6.2 Travaux parlementaires – exposé des motifs 166

Article 16 166

Article 17 167

6.3 Homme politique face à la presse 169

6.3.1 Principe 169

6.3.2 Critique moins sévèrement appréciée 170

6.3.3 Seuil de tolérance dépassé 173

6.3.4 Tract électoral 174

6.3.5 Racisme-discrimination 174

Section VII Caricature – satire – humour – critique 175

7.1 Humour 175

7.1.1 Définition 176

7.1.2 Finalité 176

7.1.3 Fondement juridique 176

7.1.4 Humour – critique – satire – caricature 176

7.1.5 Limites 177

7.2 Satire 178

7.2.1 Définition 178

7.2.2 Principe 179

7.2.3 Intention de nuire 182

7.2.4 Limites 182

7.2.5 La critique – droits et limites 184

7.2.5.1 Principe 184

7.2.5.2 Application 184

7.3 Caricature 185

7.3.1 Définition 185

7.3.2 Caricature – satire 185

7.3.3 Bases de droit 186

7.3.4 Finalité 186

7.3.5 Jurisprudence et doctrine 188

7.3.6 Limites 189

Section VIII De la protection des mineurs ... 190

Article 18 ... 190

Article 19 ... 191

Chapitre VII : **Déontologie du journalisme** ... 193

1.1 Principe ... 194

1.2 Initiatives sur le plan international ... 194

1.2.1 Résolution 428 (1970) ... 195

1.2.2 Résolution 1003 (1993) ... 195

1.2.3 Recommandation 1215 (1993) ... 195

1.2.4 Conférence interministérielle de Prague (1994) ... 195

1.3 Le contenu des Codes de déontologie : points communs ... 195

1.4 Information du public ... 196

1.5 Liberté de la presse comme condition ... 196

1.6 La vérité comme devoir fondamental ... 196

1.7 Le respect de la dignité humaine comme limite ... 197

1.8 Journalisme de recherche ... 199

1.9 Charte des devoirs professionnels des journalistes français ... 199

1.10 Charte des devoirs professionnels des journalistes luxembourgeois ... 200

1.11 Droit coutumier et sa portée dans le cadre de la responsabilité aquilienne ... 201

1.12 Les insuffisances de la nouvelle loi ... 201

Chapitre VIII : **Du régime de responsabilités civile et pénale – du principe de la cascade** ... 203

Section I Les principes qui régissent la responsabilité aquilienne ... 204

1.1 Textes ... 204

Article 1382 204

Article 1383 204

Article 21 de la nouvelle loi sur la presse 204

1.2 Éléments d'histoire 205

1.3 Principe 205

1.3.1 Unité de la faute 205

1.3.2 Toute faute sans distinction 206

1.3.3 L'arrêt de la Cour de cassation de Luxembourg du 19 juin 2003 n° 1980 207

1.3.4 Pivot central du droit français 207

1.3.5 Compatibilité des articles 1382 et 1383 avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme 207

1.3.6 Contrôle de la Cour de cassation 208

Section II L'article 21 – la responsabilité aquilienne au regard des travaux parlementaires de la loi nouvelle sur la presse 209

2.1 Avis du Conseil d'État du 3 juin 2003 209

2.2 Commentaire de la Commission des Média et des communications du 9 décembre 2003 211

Section III RESPONSABILITÉ EN CASCADE (ARTICLE 21) 213

3.1 Les rétroactes et les travaux parlementaires ayant abouti à l'article 21 consacrant le principe de la cascade 213

3.2 Le texte définitivement adopté 215

Article 21 215

3.3 Définition et étendue d'application 215

3.4 Finalité 216

3.5 Auteur (collaborateur) 217

3.6 Auteur inconnu 217

3.7 Coauteurs (co-collaborateurs) 218

3.8 Régime des publications 218

Section IV Plaignants – multiples plaignants – qualité pour agir en justice 219

4.1 Principe 219

4.2 Applications diverses 219

4.3 Droit d'agir *ut singuli* 221

4.4 Réparation 222

Chapitre IX : **Voies et moyens des citoyens lèse par les médias – (en dehors des actions en réparation au fond)** 223

Section I Référe 224

Article 12 224

Article 14 224

Article 16 224

Section II Droit de réponse 225

2.1 Principe 225

2.2 Textes 226

Article 36 226

2.3 Origine de l'article 36 de la nouvelle loi sur la presse 227

2.3.1 Avis du Conseil d'État du 3 juin 2003 227

2.3.2 Jurisprudence antérieure à la loi nouvelle 228

2.3.3 Portée du droit de réponse 228

2.4 Désignation de la personne 229

2.4.1 Procédure 229

Article 37 229

Article 38 230

Article 39 230

Article 40 230
2.4.1.1 Devoirs de l'éditeur et délais à observer 230
Article 42 230
Article 43 231
2.4.2 Refus de la diffusion 231
Article 41 231
2.4.3 Origine 231
2.4.4 Modalités et délai du droit de réponse 232
Article 44 232
Article 45 233
2.4.5 Des voies de recours 233
Article 46 233
Article 47 233
Article 48 233
Article 49 234
Article 50 234
Section III Du droit d'information postérieure 234
3.1 Texte 234
Article 51 234
3.2 Commentaires 234
3.3 Titulaire du droit 235
3.4 Procédure 235
3.4.1 Délai (article 52) 235
3.4.2 Capacité pour agir (articles 53 à 54) 235
3.4.3 Contenu de la demande (article 55) 235
3.4.4 Texte de l'information postérieure (article 56) 236
3.4.5 Publication (article 57) 236
Article 58 – délais 236

3.4.6 Lecture (article 59) ... 237

3.5 Des voies de recours ... 237

Article 60 ... 237

3.6 Dispositions communes au droit de réponse et au droit d'information postérieure (article 61) ... 237

3.6.1 Droit de consultation du document incriminé ... 237

3.6.2 Commission des plaintes ... 238

Chapitre X : **Responsabilité pénale des médias** ... 239

Section I Calomnie – diffamation – injure ... 240

1.1 Rappel des principes de droit commun ... 240

1.2 Causes d'exonération introduites par la nouvelle loi sur la presse ... 244

Article 77 ... 244

Section II Dénonciation calomnieuse ... 246

2.1 Définition ... 246

Section III Injure ... 246

3.1 Définition ... 246

3.2 Distinction avec la diffamation ... 248

3.3 Polémique ... 248

3.4 *Animus injuriandi* ... 249

3.5 Qualifications exclusives ... 250

3.6 Indivisibilité entre l'injure et la diffamation ... 250

3.7 Prescription ... 250

3.8 Tableau comparatif injure diffamation ... 251

3.9 Autres modifications en relation avec les délits de calomnie de diffamations et injures ... 252

3.10 Excuse et provocation ... 253

3.11 Riposte ... 254

Article 78 254

Article 80 254

Article 81 255

Section IV De la prescription 255

Article 70 255

Article 71 256

Article 72 256

Article 73 256

Section V De la communication au public d'une décision de justice 262

Article 74 262

Section VI De la saisie d'une publication 264

Article 75 264

Article 76 265

Chapitre XI : **Immunité de la parole – Immunité parlementaire** 267

Section I Immunité de la parole 268

1.1 Avocat-témoin 268

Section II Immunité parlementaire 269

2.1 Textes 269

2.2 Principe 269

2.3 Finalité 269

2.4 Limites 270

Quant à l'article 69 de la Constitution 270

Quant à l'article 68 de la Constitution 270

Conclusion 271

Nouvelle loi sur la presse votée le 13 mai 2004 275

Bibliographie 299
Travaux parlementaires de la loi nouvelle 301
Livres, essais, études 303
Articles 313
Décisions de justice 315
Index alphabétique 333
Table des matières 343